



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 22 FEVRIER 2003

N° 299 PRIX 0,60 Euros (4 F)



LES TRAVAILLEURS

N'ONT RIEN A ATTENDRE

DU FUTUR GOUVERNEMENT

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 4
Côte d'Ivoire:
- Les gens du pouvoir
ne préparent pas la
"paix" mais ...
- Echos de Côte
d'Ivoire (page 6)

Page 8
Le Sénégal n'est pas
plus vacciné contre
les putschs
militaire...

Page 11
Tchad-Centrafrrique:
les populations vic-
times des hostilités

Page 13
Sarkozy au Mali

Page 14
Contre l'intervention
impérialiste en Irak

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

LE POUVOIR AUX
TRAVAILLEURS B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

COTE D'IVOIRE

**LES TRAVAILLEURS
N'ONT RIEN A ATTENDRE
DU FUTUR GOUVERNEMENT**

Une brochette importante de chefs d'Etats africains a été réunie à Paris lors du 22ème sommet France-Afrique. Gbagbo a choisi de bouder la réunion malgré l'insistance de Chirac. Seul Seydou Diarra, premier ministre du gouvernement de réconciliation nationale a fait le déplacement. Il veut profiter du passage à Paris de la délégation du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) conduite par Guillaume Soro pour poursuivre ses tractations concernant la mise en place du gouvernement qu'il a du mal à constituer. Apparemment les partisans de Gbagbo et les ténors de son armée ne lui laissent pas de marge de manoeuvre. Ils refusent de céder aux rebelles les postes de ministre de la défense et celui de l'intérieur.

De son côté, le MPCI estime que ces postes lui reviennent suite aux accords conclus à Marcoussis et aux engagements pris à Paris en janvier par Gbagbo lui-même en présence des chefs d'Etat de la CEDEAO réunis pour la circonstance avenue Kléber.

Réussiront-ils à se mettre d'accord sur des noms de personnalités jugées plus "neutres" c'est-à-dire moins impliquées et dont l'autorité serait reconnue par toutes les parties en conflit? Parmi ces forces il y a celles qui siègent à Abidjan mais il y a aussi le MPIGO et le MJP, formations armées plus ou moins associées au MPCI. Il est trop tôt pour le savoir. Chirac semble manifester un peu d'agacement à l'encontre de son allié turbulent Gbagbo qui n'a pas été aussi docile qu'il l'aurait souhaité. Simone Gbagbo et ses fidèles "patriotes" encadrés par les proches du couple présidentiel ont tenu durant plusieurs jours à Abidjan des manifestations pour contester les accords de Marcoussis.

Le centre culturel français et deux écoles françaises ont fait les frais de la vague de

contestations. Le parrainage des accords par Paris l'ont désigné comme "complice des rebelles". Plusieurs rassemblements ont été organisés par les "patriotes" les plus résolus devant l'ambassade américaine. C'est ainsi que Blé Goudé épaulé par ses alliés "sorbonnards" tous brandissant des drapeaux américains, a appelé (en anglais) George Bush à l'aide contre l'arbitrage de Chirac jugé trop favorable aux rebelles. C'étaient d'ailleurs les mêmes qui quelques mois plus tôt sollicitaient l'intervention française contre les rebelles au nom des "accords de coopération" sensés lier les deux pays en cas d'attaque extérieure.

La journée, une partie du Plateau et certains quartiers périphériques étaient devenus le théâtre de la mobilisation dirigée par les partisans les plus résolus du régime. La nuit ce sont les hommes en treillis et en véhicules 4x4 qui prenaient le relais. Les tristement célèbres "escadrons de la mort" maîtres de la capitale durant les heures de couvre-feu semaient la terreur en toute impunité. Rapt, assassinats, tortures et rackets ont été depuis bien longtemps (et ça continue) le lot quotidien dans les quartiers populaires. Le meurtre du comédien Camara H, cadre connu du RDR, n'est qu'un parmi les multiples agissements de ces commandos de triste renommée.

Chirac fait mine de découvrir maintenant ce qui se passe depuis des mois sous le nez et la barbe des militaires français présents sur le terrain. Les dirigeants français se sont toujours accommodés des moeurs pourtant condamnables des dictatures africaines pour peu que celles-ci consentent à leur rester fidèles. Chirac dont les relations actuelles avec le régime ivoirien traversent une zone de turbulence fait mine de

s'offusquer de certaines pratiques. Il a déclaré que "les auteurs (des exactions) auront à craindre d'être jugés par la cour pénale internationale". Le président français n'est pas devenu subitement un vertueux partisan des droits de l'homme. Il espère simplement faire un peu de pression ne serait-ce que verbale, pour ramener son ami Gbagbo à tempérer quelque peu son attitude à l'égard de la puissance tutélaire et des orientations que les dirigeants français voudraient qu'il applique.

Après cinq mois de crise jugée "sans solution militaire", Chirac aimerait bien pouvoir infléchir la position intransigeante de Gbagbo à l'égard des forces qui contrôlent la moitié du territoire ivoirien. La situation actuelle n'est pas forcément la plus favorable aux multinationales en majorité françaises qui opèrent sur le terrain. Leurs activités économiques commerciales ou agricoles ne fonctionnent qu'au ralenti quand elles ne sont pas paralysées. Des centaines de PME aux mains de ressortissants d'origine française déclarent en souffrir, sans compter les entreprises situées dans les zones contrôlées par les rebelles.

Ce sont ces raisons qui donnent du souci aux dirigeants français, qui les poussent à trouver une issue à la crise actuelle. La situation catastrophique dans laquelle les grandes sociétés ont plongé des milliers de travailleurs en leur imposant le chômage et des conditions aggravées pour ceux qui restent, n'entre pas en ligne de compte dans les manoeuvres en cours. Celles-ci ont pour unique objectif de mettre sur pied un gouvernement de coalition soucieux avant tout de préserver les intérêts des grandes puissances dans le pays et la région.

COTE D'IVOIRE

LES GENS DU POUVOIR NE PRÉPARENT PAS "LA PAIX" MAIS LA GUERRE ... ETHNIQUE?

Tout en cherchant à négocier avec les rebelles sur une plateforme d'accords, le pouvoir s'emploie parallèlement à se renforcer en hommes et en armes.

"Si la France nous oblige à accepter les accords de Marcoussis, nous les femmes, nous prendrons les armes...". Ce sont-là les propos tenus, par exemple, par une ancienne ministre et militante du PIT, devant l'ambassade de France le 03 février. Simone Gbagbo, elle-même, ne dit pas autre chose, puisqu'elle a été claire s'agissant de la participation éventuelle des rebelles dans le gouvernement, "moi je dis jamais", avait-elle proféré en ajoutant que "les Ivoiriens n'ont pas peur de la guerre!". Elle veut "bouter les assaillants hors de la Côte d'Ivoire". Le discours est le même du côté des députés FPI. Quant aux jeunes sympathisants, chiens enragés de Gbagbo, ils se sont aussi exprimés et ont manifesté leur opposition à toute négociation avec les rebelles du MPCFI qu'ils mettent dans le même sac que le RDR.

Ainsi, tous ces partisans de Gbagbo tentent de faire monter les enchères. Leur dernière trouvaille en date c'est d'exiger des rebelles de se "repentir" pour "obtenir le pardon du peuple" avant toute autre démarche dans le sens de la "réconciliation".

Ce sont tous ces va-t-en-guerre que Gbagbo a successivement reçus et qualifiés de "héros de la Côte d'Ivoire Nouvelle", les encourageant ainsi à continuer à montrer leur hostilité aux forces politiques et militaires qui ont de fait pour base principale les ethnies du Nord. D'ailleurs, même dans le fameux discours de Gbagbo que tout le monde attendait, après la rencontre de

Linac-Marcoussis, quand celui-ci parlait du "peuple de Côte d'Ivoire" ou des "ivoiriens", il excluait,



Manifestation des "patriotes"
appelant Bush au secours

sans le dire, toutes les ethnies apparentées aux "Dioulas", sous une formulation voilée, mais qui transparaissait clairement tout le long de son discours. Finalement, quant au contenu de son discours, on a vu que Gbagbo a, lui aussi, monté les enchères face aux rebelles, en remettant en cause les accords signés à Linac-Marcoussis, tout en mettant les formes dans ses propos.

Pourquoi, alors, cette nouvelle surenchère, puisque le pouvoir n'avait pas les ressorts nécessaires pour faire autre chose que négocier sur la base des rapports de force en présence sur le terrain? N'est-ce pas Gbagbo lui-même qui disait qu'il était condamné à négocier justement parce qu'il n'avait pas gagné la guerre?

On peut alors se demander si

c'est une simple surenchère verbale de Gbagbo pour satisfaire ses partisans ou s'il ne cherche pas à gagner du temps pour reprendre l'offensive en passant outre le règlement du conflit tel qu'il a été défini par la France à Marcoussis.

En effet, durant toute cette période de trêve, le pouvoir a continué à augmenter sa capacité aussi bien en armement qu'en hommes prêts à partir en guerre. Il en est ainsi des 3.000 jeunes militaires nouvellement formés; des 500 gendarmes qui viennent de sortir de leur école après une formation de 74 jours et des 120 nouveaux officiers de la police qui viennent de recevoir leurs insignes. En plus de cette force armée officielle, les bruits circulent dans les quartiers populaires que le FPI cherche en ce moment même à recruter 20.000 jeunes issus des milieux FPI. Tout cela incite à penser que le pouvoir s'apprête à augmenter ses forces de combat, pas seulement sur la base militaire mais aussi sur des bases ethniques en y impliquant les populations civiles. Alors, on comprend peut-être mieux les propos de Simone Gbagbo lorsqu'elle avertissait que "les Ivoiriens n'ont pas peur de la guerre".

Parallèlement à toute cette mobilisation qui se prépare, on peut remarquer depuis quelques jours, un déploiement de plus en plus visible des forces armées dans les quartiers Dioulas.

Alors, on peut raisonnablement penser que Gbagbo et ses partisans se préparent à reprendre la guerre. Il n'est donc pas dit que même si le pouvoir trouvait un accord avec les rebelles pour la formation d'un nouveau gouvernement avec Seydou Diarra comme Premier ministre, et

qu'ils acceptent des portes-feuilles autres que ceux qui leur avaient été promis, ce n'est pas pour autant que les choses iraient automatiquement sur la voie de la résolution de la crise.

Aujourd'hui, il est clair que les gens du pouvoir cherchent à faire régner un climat de terreur contre les Burkinabé et les Dioulâ, même ici dans la région d'Abidjan. Il y a eu les massacres de plus de 130 personnes à Agboville entre le 27 et le 29 janvier. Ces massacres, il faut le rappeler, sont plus l'oeuvre des forces armées loyalistes, que des populations Abbey. Si à Agboville, les forces armées ont trouvé un prétexte pour massacrer et terroriser des populations, cette fois-ci, le 20 février dernier, à Anyama, elles ne se sont même pas encombrées d'un prétexte quelconque pour intervenir. Anyama est une ville connue pour sa forte population d'origine nordique. Là aussi, il y a eu des morts et des populations terrorisées.

Parallèlement, le pouvoir FPI fait circuler le bruit que les rebelles se préparent à attaquer la ville d'Abidjan. Le journal "Notre Voie" du 21 février titre: "attaque de la ville d'Abidjan". Dans cet article il y a des détails à profusion destinés à faire croire à une attaque rebelle imminente sur la ville d'Abidjan à partir des régions du Nord.

La tension entre communautés est aujourd'hui au point où il suffirait d'une petite étincelle pour faire basculer les quartiers populaires dans la barbarie d'un conflit ethnique. Les gens du pouvoir en porteraient toute la responsabilité!

ECHOS DE COTE D'IVOIRE

UN CRIME DE PLUS!

Le 2 février dernier, le corps criblé de balles de l'artiste comédien Camara H à été retrouvé, à Adjamé. Pour mémoire, Camara H était membre du bureau politique du RDR. Cet énième crime attribué à "l'Escadron de la mort", a déclenché la colère des jeunes d'Adjamé et d'Abobo. Ils ont aussitôt dressé des barricades faites de bric et de broc et brûlé des pneus. Ils ont aussi incendié deux bus.

Le prétexte était tout trouvé pour que les forces armées du gouvernement se lancent à travers les quartiers à la chasse aux Dioulas. Ce ratissage a fait au moins un mort et de nombreux blessés. En plus de tous ces crimes impunis qui se succèdent, le pouvoir fait régner un climat de terreur.



Assassinat de Camara H

UN PRÉSIDENT CRIMINEL PARLE D'UN AUTRE!

Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso, lors d'une interview, disait de son homologue ivoirien Gbagbo: "il finira comme Milosevic c'est-à-dire devant le tribunal pénal international". Oui, Gbagbo a les mains pleines de sang! On se rappelle, lors de son arrivée à la tête de la Côte d'Ivoire, du charnier de Yopougon; de nombreux morts d'octobre 2000, et depuis lors, de nombreuses exactions et crimes commis sur les Dioulas et les étrangers. Il y a aussi "l'escadron de la mort" qui assassine en toute impunité.

Même si Gbagbo ne contrôle

peut-être pas les "escadrons de la mort", même s'il ne participe pas lui-même directement aux meurtres, massacres et autres charniers, sa responsabilité est engagée parce qu'il les a couverts politiquement en se taisant sur tous ces crimes!

Cependant, ce que Compaoré a omis de dire, c'est que Gbagbo devrait comparaître devant le TPI en même temps que lui. Car il traîne lui aussi derrière lui, une longue liste de meurtres, des crimes jusque là impunis. C'est d'ailleurs grâce à une dictature féroce qu'il se maintient au pouvoir.

Oui, Gbagbo est un criminel et Compaoré l'est aussi!

LES CENTRALES SYNDICALES CANALISENT LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS DERRIÈRE LES INTÉRÊTS BOURGEOIS

Depuis le début de la guerre, les dirigeants des centrales syndicales et surtout de "Dignité" proche du pouvoir en place, ne

manquent aucune occasion pour convier les travailleurs à des manifestations de soutien au gouvernement. La dernière en date

est celle du 5 février dernier pour, disaient-ils, dénoncer et s'opposer à l'application des accords de Marcoussis.

Pendant ces manifestations, ces centrales syndicales, qui sont sensées défendre les intérêts des travailleurs quelle que soit leur origine, tiennent des propos diviseurs. Elles regroupent les travailleurs en deux catégories distinctes, ceux d'origine ivoirienne d'un côté, et de l'autre, ceux qui, selon eux, sont venus "arracher le pain des ivoiriens". Quelques jours plus tard, le 19 février, lors d'une conférence, Mahan Gahé, le dirigeant de cette Centrale, a traité les travailleurs Burkinabé de "bétail électoral" pour, disait-il, avoir voté contre Gbagbo, sous le règne d'Houphouët. Il entoure son ethnisme d'une phraséologie qui se veut anti-impérialiste, mais en réalité, ethnisme et anti-impérialisme sont irréconciliables. Les classes

laborieuses n'ont une de chance de s'opposer si peu que ce soit à l'impérialisme et à ses serviteurs locaux qu'en restant unis autour d'une politique de classe, pas en s'opposant les uns aux autres.

Aujourd'hui, avec la tension qui prévaut dans le pays, ces discours diviseurs ne participent qu'à la fragilisation des liens entre les travailleurs de différents horizons. Si pour le moment, ces discours criminels ne se sont pas encore traduits en actes, il est à craindre qu'ils débouchent demain sur des affrontements sanglants entre les travailleurs comme ceux déjà enregistrés à Agboville ou à Divo.

Mais en plus de la fragilisation des liens, c'est une trahison totale faite à la classe ouvrière. Avec de tels propos, on fait passer sous silence, l'exploitation de la classe ouvrière et surtout l'exploitation faite par la bourgeoisie nationale.

MASSACRE DANS LA RÉGION DE TABOU

"Ma soeur, si je te dis qu'à Tabou on ne tue pas, c'est que j'ai menti". Telle est le début du récit d'une dame venue de cette région.

"La vérité-là, on tue même! Les burkinabé qui sont dans les plantations là-bas furent tous pour venir se regrouper à Grabo. C'est là-là même qu'on les tue. La nuit, les kroumens viennent enlever les hommes pour aller les tuer. Quand tu vois les femmes et leurs enfants qui ont perdu leurs maris, ils font pitié. Ceux qui veulent rentrer chez

eux doivent trouver un kroumen qui accepte de les conduire jusqu'à San-Pédro moyennant 15.000 francs par personne, à cause de nombreux barrages tout le long de la route dressés par les kroumens. Une fois à San-Pédro, ils doivent payer 75.000 francs par tête aux corps habillés, qui vont les escorter jusqu'à Grand-Lahou. Une fois à Grand-Lahou, ils payent encore 10.000 francs aux militaires qui les escortent jusqu'à la frontière. Voilà le calvaire que vivent nos frères burkinabé dans ce pays."

TÉMOIGNAGE D'UN MASSACRE A ABOBO

Avec la guerre actuelle, les "forces de l'ordre" ont carte blanche pour faire ouvertement tout ce qu'elles veulent. Et malheureusement, elles le font sans scrupule. Conséquence, les morts se comptent par dizaines. Quant aux exactions, c'est devenue monnaie courante.

Le 12 février, on a encore retrouvé au petit matin le corps d'un jeune menuisier au quartier Anador. Il avait les bras fracturés, une cuisse complètement broyée et des plaies partout sur le corps. Il a été battu sauvagement avant d'être achevé, ou peut-être avait-il été simplement battu à mort.

""AKWABA" (BIENVENUE) A RACKET LAND

Un article paru le 19 janvier dans un quotidien de la place décrit le racket qui sévit sur l'axe Elubo, village frontalier du Ghana, et Abidjan. Nos "vaillants" policiers, gendarmes et autres douaniers s'engraissent sur le dos des voyageurs et des convoyeurs de bœufs et de marchandises.

La guerre qui a fermé les frontières du nord est une aubaine pour eux. Les convois de bétail en provenance du Mali, du Burkina Faso et du Niger transitent maintenant par le Ghana avant de parvenir à Abidjan. Les convoyeurs de bœufs, une fois à Noé, premier village ivoirien, doivent s'acquitter des frais officiels. Ils payent 1.000 F CFA par tête de bétail pour le dédouanement et aussi la même somme pour les "frais de vétérinaire". Après s'être ainsi acquittés des frais officiels, commence alors pour eux un chemin de croix. Ils sont délestés de 20.000 F à 50.000 F à chaque barrage par camion de bœufs. En fin de compte pour chaque cargo de bœufs, il faut payer entre 200.000F à 250.000 F au "barragistes" de Noé à Abidjan. Les supérieurs hiérarchiques ne voulant surtout pas laisser passer une telle

aubaine ont décidé de couper l'herbe sous les pieds de leurs subalternes. Du coup, pour donner une allure officielle à leur entreprise de racket, ils ont trouvé la bonne idée de créer une ONG parrainée par un officier supérieur de la gendarmerie qui va prêter "ses services" aux bouviers. Autant dire que la raison sociale de cette ONG c'est le racket officiel au vu et au su du gouvernement!

Donc, avec une somme de 125.000F par camion de boeufs, cette ONG fait alors escorter les convois par des gendarmes. Evidemment, cette pratique n'est pas du goût des gendarmes subalternes qui sont sur le terrain et non plus des autres corps habillés qui rackettent eux aussi dans les barrages. Mais, là encore, les chefs gangsters qui se cachent derrière cette ONG ayant prévu ce genre de petite tracasserie sur les routes, ont pris la précaution de remettre aux gendarmes d'escorte un pécule qu'ils distribuent à leur passage, en donnant 5.000 Fr ici, 10.000 Fr là, suivant le degré de colère et des marchandages à chaque barrage. C'est ça le pays du racket!

SENEGAL

IL N'EST PAS PLUS VACCINE QU'UN AUTRE PAYS AFRICAIN CONTRE UN PUTCH MILITAIRE

Le Sénégal est aujourd'hui, avec le Cap-Vert, un des derniers pays de l'Afrique de l'Ouest à ne pas avoir connu de coup d'Etat militaire. Ce qui fait dire à un certain nombre de naïfs que l'armée sénégalaise n'est "pas une armée comme les autres", qu'elle est dotée d'une "tradition républicaine" et que son "professionnalisme" n'aurait d'égal que son sens de la hiérarchie et de la discipline, etc.

Ce sont-là bien entendu des

balivernes, les mêmes que l'on entendait dans la bouche de ceux qui vantaient les qualités de l'armée ivoirienne avant que le putsch du général Guéi ne leur donne un démenti cinglant.

L'armée sénégalaise (environ 16 000 hommes) n'est en effet pas différente de celles des autres pays d'Afrique. Ses dirigeants sont aussi pourris, corrompus et ambitieux que les autres. Le récent et tragique naufrage du bateau "Joola" dont

l'exploitation technique, commerciale et administrative était assurée depuis décembre 1995 par l'armée, illustre bien qu'en matière de dilapidation des deniers publics, de gabegie et du mépris de la vie des gens, ces galonnés n'ont rien à envier aux autres. Si jusqu'à présent ils n'ont pas éprouvé le besoin de diriger eux-mêmes l'Etat pour avoir la haute main sur tous les tiroirs-caisses, il n'est pas dit que cela soit ainsi pour toujours. Nombre d'entre eux sont ou ont été à la tête de ministères, de sociétés d'Etat (port autonomes de Dakar, Loterie nationale), ambassade, et autres organismes lucratifs. Demain ils pourraient être tentés par plus.

Si au sommet de cette armée les hommes sont grassement rémunérés et bénéficient de toutes sortes de privilèges à l'instar des hommes politiques, il n'en va pas de même des petits soldats qui ont du mal à joindre les deux bouts. Ces derniers vivent les mêmes difficultés que les petits fonctionnaires mal payés dont les salaires ne suffisent pas à faire vivre leur famille. Plus d'une fois ces petits soldats ont montré leur mécontentement. Le 8 avril 1999 ils ont bloqué le tronçon d'autoroute à la sortie de Dakar pour réclamer le paiement de la prime qui leur avait été promise

pour la "Mission d'intervention et de surveillance des accords de Bangui" (MISAB).

Le 10 décembre 2001 éclate un nouveau mécontentement. Il s'agit cette fois de soldats revenant d'une "Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc). Mécontents du non-paiement de la totalité des primes promises, ils bloquent une nouvelle fois la sortie de Dakar. Quelques mois plus tard, en mai 2002 de nombreux soldats se sont exprimés dans la presse locale pour déplorer leurs conditions d'existence. Rappelons pour mémoire que c'est pour les mêmes raisons (non paiement de primes pour intervention en Centrafrique dans le cadre de l'ONU) qu'une mutinerie avait éclaté en décembre 1999 en Côte d'Ivoire et que cette mutinerie fut transformée en coup d'Etat par le général Guéi.

Ceux qui croient que le Sénégal est un pays "exceptionnel" où un coup d'Etat ne peut pas voir le jour, feraient mieux de réfléchir. Car même un pays de longue tradition parlementaire comme la France a connu pendant la guerre d'Algérie, une tentative de putsch qui a failli renverser de Gaulle. A plus forte raison un petit Etat fragile comme le Sénégal!

SENEGAL

LE REGIME DE WADE TOUT AUSSI CORROMPU QUE CELUI DE DIOUF

Durant la campagne électorale qui précédait son élection à la présidence, en 2000, Wade dénonçait la corruption généralisée qui régnait au Sénégal sous Diouf. Il disait que s'il parvenait au pouvoir il allait mettre fin à cette corruption. Une des premières mesures qu'il préconisait c'était de mettre sur pied des commissions d'audit sur l'ensemble des sociétés publiques afin de vérifier leur comptabilité et traquer toute

malversation. Il déclarait alors qu'il n'hésiterait pas à traduire les ministres corrompus en justice. Il avait cependant promis à Diouf que lui et ses proches ne seraient pas inquiétés.

Ce qu'on peut constater aujourd'hui c'est que la corruption est toujours là y compris au plus haut sommet de l'Etat. Aucun ancien ministre n'est en prison. La "transparence" promise dans les

marchés publics est tout aussi absente qu'auparavant. Les contrats pour les grands travaux se font toujours de "gré à gré" c'est-à-dire directement entre les entreprises de travaux et le gouvernement sans passer par des appels d'offre publics comme le réclamait le PDS lorsqu'il était dans l'opposition. Il en est ainsi de la construction du nouvel aéroport de Diass, à 60 km de Dakar. Pour un coût estimé à 175 milliards de CFA, la réalisation de ce projet est confiée au groupe ABB, choisi directement par Wade. D'autres "projets présidentiels" comme "la Case des tout-petits" (des sortes de maternelles), le futur parking de la place de l'indépendance, la réhabilitation du palais de justice, la "promenade de Thiessois", etc. ont été cédés de la même façon à des entreprises sans que personne ne sache comment et sous quel critère elles ont été choisies. Ainsi donc, les dépenses publiques sont toutes aussi opaques sous Wade qu'elles l'étaient sous Diouf. Dans les marchés de plusieurs dizaines de milliards conclus de "gré à gré" entre un ministre et une entreprise de construction quel est le pourcentage de "bakchich" qui entre directement dans la poche du ministre? L'enrichissement des nouveaux hommes du pouvoir est visible à l'oeil nu. Certains d'entre eux mènent un train de vie sans commune mesure avec leur traitement officiel.

Des secteurs auparavant contrôlés par l'Etat comme le monopole de l'importation du riz (qui avait largement profité à la famille de Diouf) ou la "filière arachide" ont été prétendument "libéralisés" pour soi-disant satisfaire les consommateurs et les cultivateurs. Les anciens margoulins ont été remplacés par de nouveaux quand ce ne sont pas les mêmes qui ont changé de casquette en se rapprochant du nouveau pouvoir. Mais ils continuent à s'enrichir sur le dos des consommateurs et des petits paysans. Tout récemment un scandale a été mis à jour grâce à un

mouvement de mécontentement des petits cultivateurs d'arachide. Ceux-ci avaient cédé leurs récoltes à des "collecteurs" attirés par l'Etat sénégalais. Ces derniers ont ramassé l'arachide dans les villages en laissant à chaque paysan un bout de papier en guise de promesse de paiement ultérieure, une fois fois que le produit sera vendu sur le marché international. Certains collecteurs ont tout simplement disparu dans la nature tandis que d'autres sont venus payer plusieurs mois après à un prix plus bas que ce qui avait été convenu au départ. Ils ont prétexté que le prix de l'arachide avait entre-temps diminué sur le marché international. La colère avait été telle chez les paysans que le gouvernement fut obligé de dire qu'il allait mettre de l'ordre dans la collecte de l'arachide. L'écrasante majorité des collecteurs verveux est restée impunie. Et pour cause, ils sont souvent de mèche avec les autorités.

Le nouveau premier ministre, Idrissa Seck qui parle de mettre sur pied une "commission nationale de lutte contre la corruption" est lui-même trempé dans une affaire de gros sous. Quand il était encore dans l'opposition, en homme d'affaires avisé il avait créé et breveté un site internet en usurpant le nom de Sonatel. Lorsque cette société voulut utiliser son propre nom, Idrissa Seck lui réclama des droits. Celle-ci refusa. Mais entre temps le PDS arriva au pouvoir et la Sonatel indemnisa le futur premier ministre pour un montant resté confidentiel.

Il en est de même pour les nouveaux maires PDS des grandes villes. C'est ainsi que le nouveau maire de Dakar qui est en même temps président de l'Assemblée nationale a conclu un accord en catimini avec une société suisse, Alcyon, pour s'occuper du nettoyage de la capitale. Cette société aurait promis d'investir 80 milliards de CFA pour construire une usine de retraitement des déchets dans les

environs de Dakar. Jusqu'ici ce projet est resté sur le papier mais entre-temps cette société bénéficie déjà de très larges exonérations fiscales. Cela sent fortement l'odeur des pots de vin ! Ce même maire de Dakar serait aujourd'hui poursuivi en justice par un employé qui l'accuse "d'expropriation à des fins personnelles" d'un terrain sur la Corniche.

Tout cela illustre qu'en

matière de corruption comme dans bien d'autres domaines c'est la stricte continuation de la même politique que sous Diouf. Les hommes à la tête des ministères, des municipalités, des administrations et des sociétés publiques ont certes changé mais leur manière de s'enrichir en détournant les finances publiques et par conséquent sur le dos des populations, est restée la même.

TCHAD-CENTRAFRIQUE

LES POPULATIONS VICTIMES DES HOSTILITES

Le président Idriss Déby, interrogé en marge de la réunion France-Afrique sur la situation en RCA (République Centrafricaine), a accusé son homologue Ange Patassé d'avoir exterminé des milliers de Tchadiens vivant à la frontière entre les deux pays, sous prétexte de lutter contre les rebelles hostiles à son régime.

De son côté, Patassé nie les faits et reproche à Déby d'avoir accordé l'asile politique à l'ancien chef d'Etat major des forces armées centrafricaines, voire de l'aider à s'armer contre son régime.

Sur le terrain, les rebelles (des dissidents de l'armée centrafricaine) demeurés fidèles à leur ancien chef d'Etat major actuellement réfugié en France, ont repris l'offensive. Le gouvernement centrafricain est aux abois d'autant plus que ces opposants armés ont pris deux villes importantes, Bossangoua et Bozoum, et se rapprochent de la capitale Bangui.

Rappelons les faits. Fin octobre dernier a échoué une tentative de coup d'Etat dirigée par le général Bozizé, contre le pouvoir à Bangui de Ange Patassé. Face à la garde personnelle rapprochée de ce dernier assurée par 200 éléments libyens fortement armés et grâce à

l'aide d'environ 2000 rebelles congolais regroupés autour de Jean Pierre Bemba, les troupes de Bozizé avaient battu en retraite, libérant ainsi les quartiers nord de la capitale, sous les coups de l'artillerie lourde libyenne et l'attaque des commandos congolais. Les assaillants de Bozizé s'étaient alors retirés plus au Nord, à 20 km de Bangui, c'est-à-dire au sud du Tchad. Patassé qui a failli perdre son pouvoir lors de cette tentative, s'est empressé de demander l'extradition de son ancien général Bozizé afin de le juger pour "tentative de coup d'Etat". Idriss Déby non seulement refuse, il lui accorde le droit d'asile. Ce dernier rentre à Sarh, pour demeurer plus proche de ses partisans. Ce qui a provoqué une grosse colère de Patassé. Il donne alors l'ordre de poursuivre les rebelles jusqu'à l'intérieur du Tchad.

Ceux qui avaient en réalité subi les atrocités de cette offensive de Bangui, étaient bien évidemment les populations centrafricaines et tchadiennes.

A Bangui même, les rebelles de Bemba venus à la rescousse du régime chancelant de Patassé s'étaient livrés à des exactions envers les populations, une fois repoussés les assaillants. Au PK12 (point

kilométrique 12) par exemple, des scènes de pillages, les meurtres, les viols se comptaient par dizaines. Les gens fuyaient les hostilités.

Aujourd'hui, on parle de 16 000 personnes déplacées, fuyant les combats pour se réfugier ailleurs, notamment à Sarh au Tchad. A chaque attaque entre rebelles et forces loyales centrafricaines, le nombre de réfugiés ne fait qu'augmenter,

rendant difficile pour ces fuyards le simple fait de s'alimenter convenablement ou de dormir correctement. Chaque jour la vie devient plus précaire pour eux, en général des paysans pauvres.

Mais de cette situation-là, Idriss Déby et Ange Pataasé s'en moquent. Eux et les leurs continuent de vivre confortablement dans leur palais luxueux de leur capitale.

T C H A D

DEUX JOURNALISTES ARRETES CROUISSENT EN PRISON

Le 6 février dernier, deux journalistes de l'hebdomadaire "Notre Temps", Nadjikimo Bénoudjita et Mbaïnaye Bétoubam sont arbitrairement arrêtés et jetés en prison (six mois ferme et deux millions de francs CFA d'amende) suite à une plainte en diffamation déposée par la belle-mère d'Idriss Déby, et directrice des affaires sociales au ministère de l'Action sociale et de la Femme.

Dans une de ses livraisons, le journal avait publié un article selon lequel cette dame, victime d'un vol de bijoux, se serait vengée en faisant torturer les voleurs présumés. L'un d'eux serait décédé des suites de ses blessures. Au tribunal, les deux journalistes avaient cité leur source : ils avaient puisé leurs informations dans les registres de la cour

d'appel de Ndjaména. Mais le tribunal, sous la pression des instances haut placées, n'en avait pas tenu compte.

Ici dans l'immigration, l'association des amis de Néhémie (Directeur fondateur du journal, assassiné) et de "Notre Temps" (ANJNT), a envoyé le 10 février, un communiqué à la presse. Elle exprime notamment - "sa vive préoccupation et sa grande désolation face à ce déni de justice et de démocratie (...) - "dénonce la dérive criminelle du régime et l'inféodation dangereuse de la magistrature au pouvoir politique".

Pour notre part, nous soutenons les deux journalistes victimes de la dictature en place et nous nous associons à tous ceux qui exigent leur libération immédiate et sans condition.

SARKOZY AU MALI**COMMENT SE DEBARRASER
DES SANS-PAPIERS ?**

Le week-end du 7 au 9 février, Sarkozy est allé en visite à Bamako. C'est pour discuter sur le sort qu'il réserve aux sans-papiers maliens comme il l'a déjà fait au mois d'août en allant en Roumanie.

Amadou Toumani Touré a évité de rencontrer le ministre français. Il a laissé à ses ministres le soin de régler les problèmes. En fait sur 120.000 Maliens, selon les autorités françaises, seuls un tiers ont leurs papiers en règle.

Il ne faut pas oublier que l'immigration malienne représente un poids non négligeable dans l'économie de ce pays. C'est plus de 150 euros par mois que chaque travailleur envoie pour aider la famille. Et cela représente l'équivalent de 10% du budget national. Par ailleurs Sarkozy n'a pas bonne presse au Mali. Il est considéré, non sans raison, comme le ministre français qui n'aime pas les immigrés, celui qui ne veut pas régulariser les sans-papiers. Et avec tout cela ce n'est pas étonnant que ATT ne se soit pas précipité pour l'accueillir et s'entretenir avec lui, tout au moins publiquement.

Sarkozy a rappelé que dans le cadre de la coopération la France avait proposé d'aider ceux qui désirent retourner au Mali avec un projet personnel en finançant une partie de ce projet. Ces incitations

au retour n'ont pas tellement attiré de monde. Il y a eu 36 en 2001 et 46 en 2002.

Aujourd'hui Sarkozy annonce qu'il va doubler la prime de départ. Tous ceux qui ont un "projet de création d'entreprise viable" recevront une aide de 7000 euros au lieu de 3660 euros. Pour les autres, c'est-à-dire la majorité des sans-papiers maliens 153 euros plus un billet aller simple.

Ces propositions n'ont pas l'air de plaire aux autorités de Kayes. En effet Sarkozy s'est rendu dans cette principale ville de la région où la majorité de l'immigration malienne est originaire. A cette occasion les autorités locales lui ont fait comprendre que le meilleur moyen pour aider le pays c'est de régulariser la situation des sans-papiers. En fait, Sarkozy a augmenté ses tarifs pour voir tous les sans-papiers maliens retourner chez eux, et cela n'a pas marché.

Sarkozy ou d'autres hommes politiques français ne manquent pas d'imagination pour trouver d'autres solutions pour ne pas satisfaire les revendications des sans-papiers. Dans tous les cas les sans-papiers maliens ont donc tout intérêt à lutter pour la régularisation de tous, et nous devons les soutenir.

CONTRE L'INTERVENTION IMPERIALISTE EN IRAK

Le déploiement militaire américain et britannique autour de l'Irak, sur terre et sur mer est tellement important qu'on peut en déduire qu'ils sont en train de préparer un massacre.



Soldats américains à l'entraînement au Koweït

Le précédent bombardement contre l'Irak lors de l'opération "Tempête du désert" il y a onze ans avait causé des milliers de morts ainsi que des dégâts matériels importants. L'embargo imposé dans la foulée à ce pays a fait que la population pauvre se trouve dans une situation humanitaire catastrophique. Des milliers de gosses en bas âge continuent de succomber dans des hôpitaux transformés en mouiroirs faute de disposer des médicaments parmi les plus élémentaires. Même les produits alimentaires de base comme le lait font cruellement défaut dans le pays. Les grandes puissances avaient agi de la sorte soi-disant pour

punir le dictateur Saddam Hussein qui leur tenait tête. Celui-ci a toujours exercé une dictature infâme contre la population irakienne. Tant que son régime acceptait de collaborer avec les grandes puissances, il était présenté comme un "progressiste". L'Irak a été l'allié des USA et des grandes puissances durant de longues années. Ce pays a été armé pour mener une sale guerre contre l'Iran voisin coupable d'avoir renversé le shah et instauré un régime considéré comme hostile par les USA. Un million de personnes ont péri dans les deux camps au cours de cette guerre fratricide. La misère et la désolation s'en ont suivies, mais les marchands de canons occidentaux ont réalisé des bénéfices faramineux.

Ce n'est que plus tard que Saddam Hussein fut considéré comme un ennemi par ses anciens maîtres. Les USA et leurs alliés le présentent comme un dangereux dictateur qui cacherait des armes de destructions massives et qui de surcroît entretiendrait des liens avec le terroriste Ben Laden. En réalité ce ne sont là que des mensonges destinés à préparer l'opinion publique mondiale et américaine.

Les nombreuses manifestations de ces derniers temps contre la guerre ont fait la démonstration que cette opinion publique n'est pas d'accord avec les intentions criminelles des va-t-en-guerre au premier rang desquels figurent les USA. D'autres mobilisations encore plus importantes sont à souhaiter pour que la sale guerre annoncée ne puisse pas avoir lieu.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.